



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Cette rentrée scolaire se fait dans un contexte sanitaire toujours préoccupant. Ainsi, le Sgen se satisfait de la prise en compte de certaines demandes intersyndicales : fermetures de classes à partir d'un cas de Covid, arrêt du brassage des élèves en cas de non-remplacement, montée en charge de la politique de tests.

Les interrogations restent toutefois nombreuses :

Au sujet du non brassage des élèves en cas impossibilité de remplacer un enseignant absent, nous demandons qu'une information claire soit donnée aux écoles, et que les enseignants soient soutenus dans leur démarche d'application du protocole. Dans la mesure du possible, la situation doit être connue et gérée suffisamment tôt pour permettre à tous de s'organiser au mieux.

Compte tenu des difficultés rencontrées auparavant, il est à déplorer le manque de moyens humains et l'absence de dispositif exceptionnel d'accueil pour les professions dites « indispensables » dans le cadre d'un partenariat éducation nationale et collectivités territoriales.

Au sujet de la vaccination des enseignants et personnels éducatifs, le cadre actuel est insuffisant pour ouvrir le dispositif à un maximum de personnes.

La question des masques restent problématique : non mise à disposition de masques plus protecteurs pour les personnels au contact d'élèves ne portant pas le masque, achat à ses frais de masques chirurgicaux faute d'une distribution insuffisante.

Par ailleurs, la semaine de télé-enseignement qui a précédé les vacances a montré une nouvelle fois le caractère irremplaçable de l'école à l'école.

Enfin, nous rendons hommage à l'ensemble des personnels éducatifs scolaires et périscolaires, ainsi qu'aux agents administratifs qui font leur possible dans cette situation de crise, pour assurer un service public d'enseignement et d'accueil de qualité.

-----

Le second point de notre déclaration concerne les 12 postes de remplaçants bloqués au mouvement, dans le cadre de la réforme de la formation initiale. Nous déplorons cette décision tardive et le fait qu'elle n'ait pas été évoquée en CTSD. L'occasion nous est donnée également pour déplorer une réforme insatisfaisante, qui ne renforce ni la dimension professionnelle de la formation, ni l'attractivité du métier. C'est en totale incohérence avec l'état des lieux actuel de la profession.

-----

Le dernier point de notre déclaration concerne l'ordre du jour, l'évaluation des enseignants du 9ème échelon et la promotion hors-classe.

Le statut quo sur l'évaluation par défaut des enseignants hors rendez-vous de carrière conforte une situation injuste et démotivante.

Au sujet des recours formulés par les collègues, nous regrettons une réponse administrative standardisée, déconnectée et peu constructive professionnellement. Une appréciation finale en décalage avec le bilan de compétences est source de démotivation. Nous demandons à l'administration d'y attacher la plus grande attention. Outre le jeu des quotas, une meilleure explication et transparence des critères d'évaluation est certainement nécessaire.

Merci de votre attention !